Volume 19 Issue 41
Originally issued as E7

Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
Economics
Volume 19 Issue 7 Version 1.0 Year 2019
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

Concurrence Fiscale, Mode de Financement de la Croissance basé sur le Capital Etranger et Qualité de la Redistribution du Revenu au Cameroun

By Ibrahim & Abessolo Yves André
Université de Maroua

Abstract- The objective of this article is to analyse the social and economic effectiveness of a mode of financing development based on foreign direct investment. To this end, a careful and endoscopic observation of the recent economic literature has enabled us to see that FDI, through the mechanisms of the fiscal competition it generates between States, could in one way or another affect the socio-economic, tax and even redistributive variables of a host country. Thus, using the VAR modelling in this article, we realized that these foreign capital flows have a mixed effect on the quality of income redistribution in Cameroon.

Keywords: *FDI, redistribution, tax competition, VAR model.*

GJHSS-E Classification: *FOR Code: F23, H30, H50, O15*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2019. Ibrahim & Abessolo Yves André. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Concurrence Fiscale, Mode de Financement de la Croissance basé sur le Capital Etranger et Qualité de la Redistribution du Revenu au Cameroun

Ibrahim [α] & Abessolo Yves André [σ]

Abstract- The objective of this article is to analyse the social and economic effectiveness of a mode of financing development based on foreign direct investment. To this end, a careful and endoscopic observation of the recent economic literature has enabled us to see that FDI, through the mechanisms of the fiscal competition it generates between States, could in one way or another affect the socio-economic, tax and even redistributive variables of a host country. Thus, using the VAR modelling in this article, we realized that these foreign capital flows have a mixed effect on the quality of income redistribution in Cameroon.

Keywords: FDI, redistribution, tax competition, VAR model.

Résumé- L'objectif de cet article est d'analyser l'efficacité sociale et économique d'un mode de financement du développement basé sur les investissements directs étrangers. Pour ce faire, une observation attentive et endoscopique de la littérature économique récente nous a permis de voir que les IDE, à travers les mécanismes de la concurrence fiscale qu'ils engendrent entre les Etats, peuvent, d'une manière ou d'une autre, affecter les variables socioéconomiques, fiscales et même redistributives d'un pays d'accueil. Ainsi, utilisant la modélisation VAR à deux retards, nous nous sommes rendu compte dans cet article que ces flux de capitaux étrangers affectent, mais d'une manière mitigée, la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun.

Motsclés: IDE, redistribution, concurrence fiscale, modèle VAR.

I. Introduction

Le Cameroun parait l'un des pays de l'Afrique subsaharienne les plus diversifiés sur les plans économique, culturel et social. C'est un pays de l'Afrique centrale dont les atouts sont hors du commun. Les richesses naturelles du sol et du sous-sol, les richesses maritimes et forestières, l'ouverture sur la mer et le niveau du bilinguisme sont quelques peu des exemples prégnants permettant d'une manière prémonitoire de spéculer sur la prospérité socioéconomique de ce pays d' Afrique centrale. Cependant, les rapports de certaines institutions nationales et internationales exhibent que ce pays, au même titre que certains de ses pairs d'Afrique situés au sud du Sahara, pâtit d'un certain nombre de difficultés inhérent au financement de son économie. L'organisation par ce pays d'une conférence internationale sur le financement du développement en mai 2016 sur le « thème investir au Cameroun terre d'opportunité » et la création de deux fonds par la Société Nationale d'Investissements pour le financement des infrastructures de base et le secours aux jeunes entreprises innovantes sont en outre quelques indices clignotant le besoin en fonds de financement du développement et de la croissance de ce pays.

Ainsi, dans ce contexte où les gouvernements des pays en développement se méfient des fardeaux de la dette (Ajayi, 2006), la recherche d'un mode de financement non générateur des intérêts à verser aux créanciers paraît de plus en plus salutaire eu égard à la bonne santé des économies en développement (Zea et Lécuyer, 2018 et Campbell, 2017). Pour un bon nombre d'auteurs (Mainguy, 2004 ; Alaya et *al*., 2009 ; Jude, 2019 et Eka, 2019), la mobilité des flux des capitaux étrangers parait comme une solution. Toutefois, la recherche de ce mode a un prix à payer qui est celui de mettre les pays en concurrence fiscale afin d'attirer les capitaux et dont les conséquences sont entre autres la baisse des recettes fiscales (Pfister, 2009 et Raspiller, 2009), l'élargissement de l'assiette fiscale au sein d'une économie et par ricochet, la détérioration de la qualité de la redistribution du revenu (Perkins et al., 2008; Keho, 2009 et Mankiw et al., 2013). C'est donc l'ensemble de ces constats qui nous amène à mener une réflexion.

D'ores et déjà, dans un environnement où les investisseurs étrangers se bousculent pour la recherche des nouvelles opportunités, où les pays d'accueil entrent en concurrence pour attirer les capitaux étrangers et où les tissus industriel et social de plusieurs pays, en l'occurrence ceux d'Afrique et d'Asie, paraissent mous et poreux, une observation endoscopique de cet environnement mérite d'être faite.

Author α: Assistant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Maroua. e-mail: ibiadda@yahoo.fr
Author σ: Maître de Conférences, Agrégé des Facultés des Sciences Economiques, Université de Maroua. e-mail: yvabesso@yahoo.fr

© 2019 Global Journals

En effet, un regard attentif tourné vers le contexte socioéconomique des pays en voie de développement fait paradoxalement remarquer que ces derniers pâtissent d'une pléthore de difficultés financières et technologiques, mais jouissent d'une kyrielle de ressources naturelles.

Une fouille de la littérature économique récente ressort que les marasmes observés dans ces pays sont dans la plupart des cas tributaires d'un triptyque d'arguments et parmi lesquels le déficit de l'épargne nationale, la chute des prix des matières premières et la faiblesse du niveau et de la qualité des infrastructures de base. Deux des conséquences directes et immédiates de ce manque de ressources sont le tassement de la croissance (CEA, 2017) et la détérioration de la qualité de vie des populations de ces pays en développement (Lachaud, 2006).

Afin de pallier ces constats mélancoliques, une panoplie d'économistes s'estinterrogée sur les multiples voies et moyens pouvant aider les économies des pays en développement à sortir de leur situation de précarité pourrejoindre le rang des économies des pays développés. Ainsi, selon Jude (2019), Zea et Lécuyer (2018), Campbell (2017) et Wamba et *al*. (2017), l'idée néolibérale selon laquelle les pays pauvres doivent se ployer et adopter les stratégies de développement mises en place par les grandes puissances économiques revêt encore d'actualité. Selon Raffinot (2016) et Camara (2003), ces stratégies sont épistémologiquement ancrées dans un large corpus de débat opposant les néolibéraux aux néomarxistes. Les premiers sont issus de la lignée néoclassique et paraissent plus optimistes eu égard aux effets bénéfiques des capitaux étrangers sur une économie d'accueil. Les seconds quant à eux sont davantage d'obédience altermondialiste et se montrent pessimistes quant aux effets des flux extérieurs sur une économie.

Suivant Bourguignon et Verdier (2001), Mainguy (2004), Abessolo (2005), Ajayi (2006) et Ouattara (2009), les politiques d'ouverture économiques paraissent essentiellement la crèmede ces stratégies de développement qui sont tant prônées par les libéraux.

Cet article, loin d'être original eu égard à l'analyse des effets des IDE sur les variables socioéconomiques d'une économie en développement, mais le parait en tentant d'intégrer dans l'analyse les effets des entrées d'IDE sur la mobilisation des recettes fiscales et par ricochet sur le niveau et la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun. En effet, restant à l'affût de l'actualité économique moderne, cette dernière semble montrer que, les Etats, en se livrant à une concurrence pour attirer les capitaux étrangers, diminuent leurs recettes fiscales (Pfister, 2009) qui sont très nécessaires pour le financement des infrastructures publiques et la redistribution du revenu (Raspiller, 2006; Raess, 2007 et Figazzolo et Harris, 2011).

Ainsi afin de ressortir les effets des IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun, cet article s'évertue à analyser d'une manière analytique et aussi empirique l'effet de la mobilité des IDE sur les variables redistributives de l'économie camerounaise et ce, à travers leurs effets sur les recettes fiscales. Pour ce faire, nous allons, dans le reste de ce papier présenter la revue de la littérature, ensuite, la méthodologie de l'étude et nous allons par la fin exhiber les résultats issus des estimations économétriques ainsi que leurs interprétations économiques.

II. Revue de la Littérature Sur le Lien Entre L'ide et les Variables Inhérentes à Redistribution

Comme il a été mentionné dès l'introduction de cet article, les controverses qu'il y a au tour des effets vertueux des capitaux étrangers et donc des IDE sur une économie en voie de développement a poussé une myriade d'auteurs à se pencher vers la problématique de l'efficacité sociale du mode de financement basé sur les IDE. Afin d'atteindre l'objectif qu'on s'est fixé dans cet article et qui consiste à analyser les effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun à travers le canal de l'assiette fiscale, nous ressortons tout dans cette section quelques soubassements théoriques et empiriques ayant permis de sous-tendre le lien existant entre la mobilité des IDE et la redistribution du revenu. Pour ce faire, la mise en relief des revues théorique et empirique mérite d'être faite.

a) Revue théorique de la littérature sur le lien entre IDE, fiscalité et redistribution

De prime à bord et sans études approfondies et poussées, il parait très rare de trouver la littérature théorique traitant des effets d'IDE sur les variables redistributives ou celles sociales d'une économie donnée. En effet, comme le précise Jasmin, les effets qualitatifs des IDE sur une économie d'accueil paraissent une tâche ardue et voire difficile à dégager. Cependant, l'examen endoscopique de quelques récents travaux sur la concurrence fiscale entre les Etats, séductrice de l'installation des firmes multinationale (Pfister, 2009 et Figazzolo et Harris, 2011), a permis aux théoriciens de l'économie de stipuler que les IDE pourrait affecter au même moment la qualité et la quantité de la croissance économique et notamment à travers ses effets sur la redistribution.

Dans cette section, quelques modèles et théories qui se sont évertués à expliquer la nature des effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu ont le mérite d'être exhibés.

© 2019 Global Journals

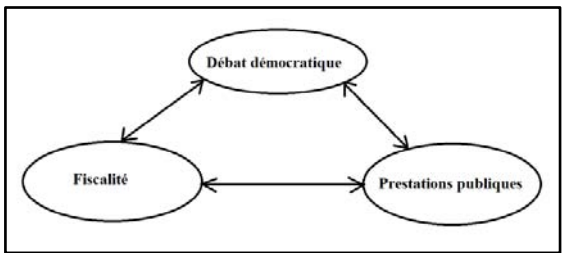
i. *Apports de quelques modèles théoriques à l'explication des effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu*

Certains auteurs, à travers leurs études portant sur les responsabilités sociales, sociétales et environnementales des firmes multinationales avancent que ces dernières peuvent affecter favorablement ou défavorablement le niveau et la qualité de la redistribution et de la croissance économique. à notre connaissance, quelques modèles théoriques ont concouru à expliquer la nature de ces responsabilités. Il s'agit du modèle de Foumagalli (2003)[1], de celui de Verdier (2005), du modèle de Raess (2007) et enfin, celui de Renouard (2012). Dans cet article, nous allons nous évertuer à présenter les deux derniers types des modèles.

- Modèle de Raess (2007) et effet de dépendance envers les flux extérieurs des capitaux

Le modèle de Raess (2007) traite de la fiscalité et de la dépendance envers les flux extérieurs des capitaux. Ce modèle porte sur un triptyque constitué de la fiscalité, les prestations publiques et l'aptitude des pauvres à participer au débat démocratique dans leurs pays.

Cet auteur part d'un constat que la relation entre la fiscalité et les prestations publiques parait un puissant mécanisme allocatif. Pour cela, il se pose la question de savoir comment les intérêts d'une population peuvent-ils être intégrés dans la politique budgétaire d'un gouvernement comptant sur les entreprises étrangères pour son développement ? Et lesquelles entreprises participent à hauteur de deux-tiers ou trois-tiers pour le financement des dépenses publiques dans ce pays dépendant des flux extérieurs. Pour parvenir à une gouvernance efficace de l'Etat où toutes les parties vont tirer leur épingle du jeu, Raess (2007) décrit le modèle contenu dans le schéma suivant :



Source: Raess (2007).

Figure 1: Fiscalité, redevabilité et dépendance envers les flux extérieurs (IDE, APD)

Dans ce modèle simplifié, trois dimensions sont mises en relation par l'auteur. La première dimension concerne le rapport entre la fiscalité et les prestations publiques. La deuxième est le de l'impact des débats publics sur la détermination du taux d'imposition. Et la dernières des dimensions fait allusion à l'influence des débats publics sur la prestation des services publics de base à l'instar des routes, de l'eau et des hôpitaux.

Selon Raess (2007) si les pauvres sont dominants et politiquement actifs dans une société donnée, alors le pan du débat démocratique s'inclinerait du côté de la hausse des prestations des services. Laquelle hausse va nécessiter une augmentation des recettes fiscales. C'est ainsi que la politique d'attractivité des firmes étrangères à travers la baisse de la fiscalité viendra perturber l'efficacité de la gouvernance.

L'auteur arrive aussi à une conclusion que la politique d'attractivité des IDE basée sur la manipulation de la fiscalité dans les pays en développement ou dans les pays les moins avancés contribue négativement à la mobilisation des ressources fiscales dans ces pays et par conséquent peut impacter négativement la qualité de la croissance économique.

Si certains modèles se sont évertués à dénoncer l'effet néfaste des IDE du au comportement des gouvernements dans leur politique d'attractivité des flux des capitaux, d'autres par contre se sont plutôt coltinés à ressortir l'effet de ces flux étrangers à travers les responsabilités sociales, sociétales et économiques des firmes multinationales. C'est le cas par exemple des travaux cités dans Figazzolo et Harris (2011) et de l'étude menée par Renouard (2012) en ce qui concerne les responsabilités des firmes multinationales et notamment, le cas des firmes présentes en Afrique.

- Modèle théorique de Renouard et les responsabilités sociales et sociétales des entreprises étrangères

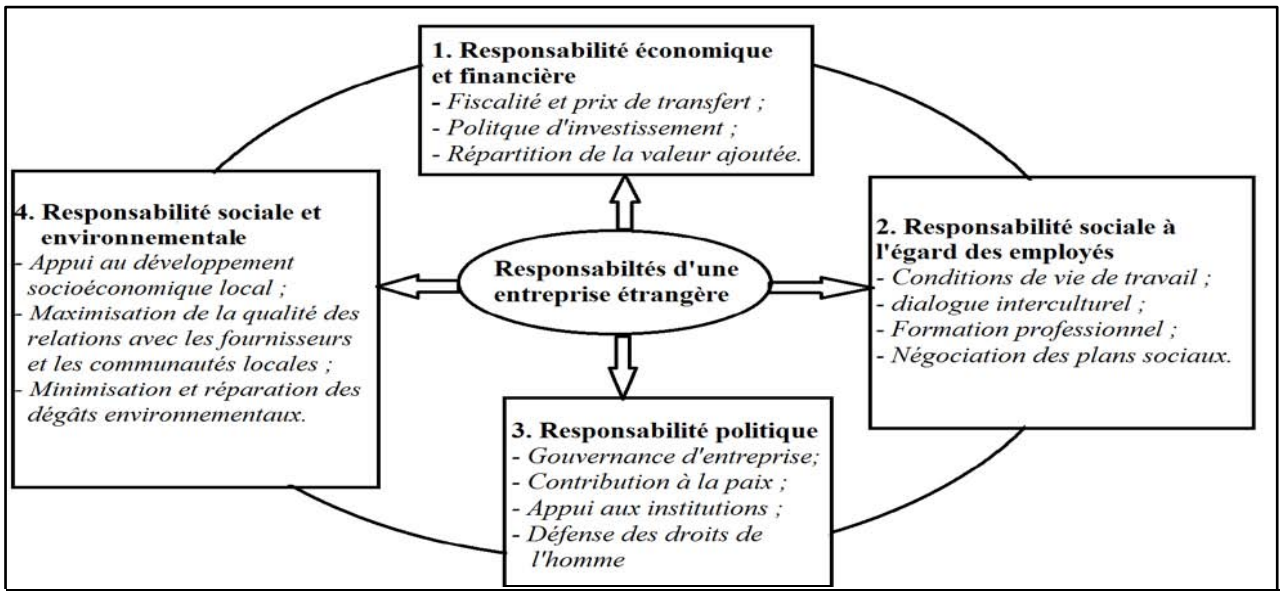
Selon Figazzolo et Harris (2011), à travers la responsabilité sociale et sociétale des entreprises, il se dégage dans la littérature économique une grosse tentative de conciliation entre la pratique des entreprises étrangères et le respect de la collectivité. Citant Elkington (1998)[2], cet auteur précise que la responsabilité sociale des entreprises étrangères est connue selon l'approche de quatre « P », suivant laquelle, firmes multinationales assument quatre types de responsabilités à savoir le profit, le prix, les personnes et la planète. Selon Dahlby (2009) et Pfister (2009), la recherche des profits des multinationales devrait entrainer la mobilisation des recettes fiscales et contribuer au bout de la chaine à la fourniture des services publics financés par ces ressources.

Ainsi, suivant les travaux de ces auteurs, nous allons dans cette étude présenter le modèle de Renouard (2012) qui parait le plus complet et le plus exhaustif. La figure suivante ressort le résumé synoptique de ce modèle.

[1] Foumagalli (2003), cité par Jacques (2006).

[2] Elkington (1998), cité par Figazzolo et Harris (2011).

© 2019 Global Journals



Source: Renouard (2012).

Figure 2: Différentes responsabilités socioéconomiques d'une firme multinationale

Afin d'expliquer les effets théoriques possibles de l'installation d'une multinationale sur la qualité de la croissance économique dans un pays, Renouard (2012) part de l'hypothèse que les grandes entreprises sont tout le temps interpellées à contribuer à la création de richesses, à la promotion de l'emploi local et à l'orientation de l'économie vers des nouveaux modèles industriels et économiques.

En effet, d'après cette auteure, la lutte contre la pauvreté est aujourd'hui indissociable à la question de l'activité des entreprises à l'international et surtout dans des pays en développement où la main d'œuvre est moins chère et disponible. C'est ainsi que cette auteure ressort dans un modèle quatre types de responsabilités à travers lesquelles un IDE investi par une firme multinationale peut affecter la qualité et les conditions de vie dans une économie d'accueil. D'abord, le premier type est relatif à la responsabilité économique et financière, ensuite, le deuxième type fait référence à la responsabilité sociale, en outre, le troisième type fait allusion à la responsabilité politique et le dernier type concerne la responsabilité environnementale.

Nous venons de voir dans les paragraphes précédents et à l'aide de certains modèles théoriques que l'activité d'une firme multinationale peut avoir un certain nombre d'effet sur les conditions de vie et la qualité de la croissance dans un pays d'accueil. A travers ces modèles, nous avons aussi constaté que le croisement des stratégies des firmes et de celles des Etats semble dégager certains effets qui pourraient affecter la mobilisation des recettes fiscales de l'Etat et par conséquent les dépenses publiques à caractère social. Les principales conclusions retenues dans ces modèles est que les interactions stratégiques entre les firmes et les Etats cherchant à les attirer détériorent dans la plupart des cas la qualité de la croissance économique. Dans les paragraphes suivants, nous allons nous orienter du côté des débats théoriques concernant les effets d'IDE sur la qualité de la croissance économique afin de mettre en évidence ces conclusions dans le cadre de l'économie camerounaise.

ii. *Apports de quelques théories à l'explication des liens entre les IDE et la qualité de la redistribution du revenu*

Comme il a été souligné dès l'introduction de cette étude, deux obédiences théoriques ont permis d'expliquer les effets possibles des IDE sur une économie d'accueil. Il s'agit d'un côté des idées des économistes libéraux et d'un autre côté, celles des économistes marxistes. L'école de la dépendance et celle de la modernisation sont respectivement les principales écoles qui ont permis la prolifération de ces idées (Camara, 2003). Selon Raffinot (2016), la première école est d'obédience hétérodoxe et nie toute vertu inhérente à la circulation du capital étranger. Par contre, la deuxième école est d'obédience orthodoxe et croit aux effets bénéfiques que pourraient engendrer l'installation d'un IDE.

- Contributions de l'école de la dépendance à l'explication de l'effet des stratégies de la mobilité des IDE sur la qualité de la croissance économique

Selon Camara (2003), la principale contribution de l'école de la dépendance dans le domaine des flux internationaux de capitaux a été de concentrer sa pensée sur les conséquences néfastes de ces flux sur une économie en développement. De ce fait, un bon nombre d'auteurs qui se sont manifestés, directement ou indirectement, partisans de cette école, ont

© 2019 Global Journals

mentionné et soutenu que les différentes stratégies d'implantation adoptées par les IDE peuvent contribuer à détériorer à détériorer les conditions de vie des populations à travers la destruction des emplois et la baisse des recettes fiscales. Suivant donc ces idées, les économistes de la dépendance ont brandi deux effets indésirables des IDE sur les conditions de vie des populations d'une économie donnée. Les effets sont relatifs à l'impact négatif des IDE sur les entreprises et les emplois locaux. Ces effets sont appelés effet d'éviction dans la littérature économique (Jude, 2019). Et les deuxièmes effets quant à eux font allusion à la baisse des recettes fiscales qui résultent de la concurrence fiscale entre les Etats pour attirer les investisseurs étrangers (Raess, 2007; Pfister, 2009 et Raspiller, 2009).

- Contributions de l'école structuraliste à l'explication de l'effet des stratégies de mobilité des IDE sur la qualité de la croissance économique

Echaudemaison (2008) définit le structuralisme comme un ensemble des théories qui soutiennent qu'il existe des structures sociales et économiques qui ne sont pas observables dans les pays en voie de développement, mais qui génèrent des phénomènes sociaux et économiques observables. Ainsi, la présence des IDE dans certains secteurs stratégiques des pays en développement (Regnault, 2013), la détérioration des termes de l'échange causée par la division internationale du travail (Easterly, 2010), peuvent être considérés comme quelques exemples du structuralisme. Selon Amin (2002 et 2003), les structuralistes font la distinction entre les pays développés et les pays sous-développés. Les premiers sont appelés pays du centre et les seconds appelés pays de la périphérie. L'auteur précise que les pays du centre sont structurellement différents des pays de la périphérie et par conséquent, toute politique imposée par le centre pour promouvoir le développement de la périphérie sera vouée à l'échec. Raffinot (2016) précise que ce constat fondamental a amené les économistes structuralistes à rejeter les thèses orthodoxes selon lesquelles les pays sous-développés doivent suivre la voie des pays développés et que les IDE sont l'une des voies pouvant aider ces pays pauvres à sortir de leur précarité.

Critiquant les mécanismes de la division internationale du travail dans laquelle, les pays du centre et ceux de la périphérie produisent respectivement des biens industriels et des matières premières, Amin (2002) conclut que les avantages du commerce reviendraient aux pays du centre. En effet selon cet auteur et aussi Acemoglu et Robinson (2012) et Easterly (2010) ont précisé que les pays sous-développés de la détérioration des termes de l'échange. Ainsi, selon Raffinot (2016), cet argument de la détérioration des termes de l'échange a amené les structuralistes à considérer le libre-échange comme dangereux pour les pays de la périphérie.

Comme solution à ce problème, Regnault (2013) ressort que les pays sous-développés ont adopté la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations. Selon cet auteur, cette étape de l'industrialisation ne nécessite des technologies compliquées encore moins de la présence étrangère à travers les firmes multinationales.

- Contributions de l'école institutionnaliste à l'explication de l'effet des stratégies de la mobilité des IDE sur la qualité de la croissance

Acemoglu et Robinson (2012) définissent une institution comme une structure sociale qui est dotée d'une certaine stabilité dans le temps. Cherchant à justifier la persistance de la pauvreté dans les pays sous-développés, ces derniers ont mis un accent sur la fragilité des institutions dans ces pays. Selon, Camara (2003) cette fragilité des institutions peut s'expliquer par beaucoup des facteurs dans les pays en développement et parmi lesquels le comportement des élites.

Citant les pionniers de l'école institutionnelle, Raffinot (2016 et 2010), Perkins et al. (2008), et Camara (2003) ont chacun essayé d'expliquer l'apport de la thèse institutionnaliste dans le développement et la lutte contre la pauvreté dans les en développement. D'après Camara (2003), le sous-développement dans les pays pauvres s'explique par l'existence du cérémonialisme et de la présence des Etats dits mous.

Le cérémonialisme désigne tout comportement qui tend à contrecarrer le changement. Dans un pays cérémonialiste, les structures sociales attribuent des privilèges à certaines classes et conditionne la population à résister aux changements sociaux et économiques. Par contre, un Etat mou est un Etat qui n'est pas en mesure de mettre les institutions au service des populations mais au seulement, au service des couches sociales les plus riches.

Globalement, cette revue de la littérature théorique concernant les effets d'IDE sur une économie en voie de développement en permis de mettre en relief le débat théoriques entre deux grandes écoles à savoir, l'école orthodoxe d'une part et l'école hétérodoxe d'autre part.

b) Revue empirique de la littérature sur le lien entre IDE, fiscalité et redistribution

De prime à bord et sans analyse poussée, il n'est pas aisé de dégager les effets empiriques de l'IDE sur la qualité de la redistribution et de la croissance car la littérature concernant ces effets n'est pas assez dense. A notre connaissance, les quelques contributions majeures sont celles de Ouattara (2009), Hussein et *al*. (2018) et de Mlachila et *al*. (2015), Mughal et Vechiu (2015) et Bekelynck (2017). Et pourtant, Perkins et al. (2008) ont souligné que les secteurs privés

© 2019 Global Journals

ont largement contribué à l'accroissement de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et principalement à travers les IDE. Toutefois, la lecture de certains travaux et notamment ceux d'Alaya et al. (2009), Mainguy (2004), Camara (2003) et Dahlby (2009) ont permis à cette étude constater que l'IDE n'affecte pas généralement et d'une manière directe la qualité de la redistribution. Il existe un certain nombre de canaux de transmission à travers lesquels les effets d'IDE peuvent transiter pour affecter les variables sociales et qualitatives d'une économie d'accueil donnée. Ainsi, le canal des dépenses publiques et le canal des investissements domestiques sont quelques voies à travers lesquelles l'IDE peut affecter la qualité de la croissance économique et de la redistribution.

Selon la littérature empirique développée par Piketty (2015 et 2013), Figazzolo et Harris (2011), Robinson (2011), Harris (2011) , Piketty (2011), Dahlby (2008), Kessler (2007), Madiès et al. (2005), Levasseur et Verdier (2005), Raspiller (2005) et Pfister (2009) sur l'imposition des IDE dans le monde, il se dégage que les activités des IDE dans un pays d'accueil peuvent affecter ses recettes fiscales.

En effet, selon certains théoriciens de la concurrence fiscale, les pays en développement, au nom de la recherche d'une croissance qualitative à travers l'attraction des IDE peuvent être entrainés à alimenter les paradis fiscaux. En accordant des vacances ou des cadeaux fiscaux aux entreprises étrangères et par ricochet sont tentés de réduire la mobilisation des recettes fiscales (Piketty, 2011 ; 2013 ; 2015 et Raspiller, 2005). D'autres soulignent la concurrence à laquelle se livrent les Etats à la recherche et l'attraction des capitaux mobiles investis par les multinationales peut leurs exposer à un problème de l'anti-sélection ou de la sélection adverse. Selon les partisans de cette idée, les Etats ne doivent compter sur le secteur privé pour fournir par lui-même le montant nécessaire pour une croissance de qualité et favorable aux pauvres. Selon Tamba (2017), le principe de la main invisible ne fonctionne pas lorsque les marchés sont soumis à la sélection adverse.

Piketty et Saez (2013), dans leur étude qui porte sur la fiscalité du 19ème siècle a essayé de décrire la théorie de la taxation optimale des capitaux étrangers et domestiques ainsi que les conséquences de la hausse du taux d'imposition sur les mouvements des facteurs mobiles et immobiles que sont les flux des capitaux et les mouvements de la main d'œuvre.

S'agissant de la théorie de taxation optimale, l'auteur précise tout d'abord qu'elle a permis de formaliser le dilemme entre l'équité sociale et l'efficience économique. Certains économistes à l'instar de Mankiw et Taylor (2013) ont souligné que la théorie de la taxation optimale permet de distinguer les socialistes des capitalistes. Ainsi, cherchant à analyser l'économie sous sa dimension normative, les socialistes défendent l'idée selon laquelle les économies de marché peuvent, à travers la politique de la baisse des impôts et des taxations, peuvent susciter une baisse des transferts sociaux et contribuer à une aggravation des inégalités entre les individus. A l'inverse, selon les capitalistes, réduire les inégalités sociales du revenu à travers les transferts peut réduire l'activité économique et l'engloutir davantage. Au total, les socialistes ont brandi le problème social des inégalités pour défendre la politique incitative des impôts et les capitalistes mettent en avant l'aspect désincitatif de l'impôt.

Raess (2007) fait ressortir que dans le processus du développement, les questions fiscales se trouvent au cœur du rôle de l'Etat. Pour cela, l'auteur mentionne que tout échec relatif à ce domaine fiscal peut contribuer à nuire la qualité de la croissance et par conséquent, entraver le niveau de la pauvreté. Selon Tamba (2017) le domaine fiscal concerné en général les procédures et les modalités d'imposition, les recettes fiscales de l'Etat, les dépenses publiques ainsi que la gestion du déficit budgétaire. Raess (2007) mentionne encore que les pauvres sont les principaux bénéficiaires des prestations et des services publics de l'Etat. Une diminution des dépenses publiques peut se traduire par une aggravation du niveau de la pauvreté.

Tel qu'il a été mentionné dans les travaux de Raffinot (2016), Mainguy (2004), Camara (2003) et Manso-Preto (1982), les économistes hétérodoxes sont ceux qui critiquent les arguments de l'économie libérale. Samir Amin et Fernando Cardoso, Prebisch-Singer et Clarence Ayres paraissent parmi quelques économistes les plus marquants de cette thèse. L'idée défendue par ces derniers est celle que la politique menée par les grandes puissances comme les pays industrialisés contribue à bloquer le développement des pays pauvres.

Citant Bornschier (1983) qui a mis en évidence le rapport entre la mobilité du capital étranger et l'évolution des inégalités dans les pays en développement, Camara (2003) mentionne que cet auteur est l'un des premiers à soutenir que les IDE participent à réduire les inégalités dans les pays d'origine et à les augmenter dans les pays récepteurs. Samir Amin (2002), dans son article qui porte sur la mondialisation et l'apartheid, compare cette dernière et l'ouverture économique à l'impérialisme et dénonce par conséquent que les pays développés, qui sont au centre, se nourrissent des pays pauvres qui sont situés aux périphéries.

Selon Camara (2003), cherchant à justifier l'hypothèse qui sous-tend l'IDE comme source de domination de la périphérie et facteur de production des inégalités dans les pays en voies de développement, précise que la position d'un pays dans les relations économiques mondiales détermine son aptitude à distribuer les revenus issus des sources étrangères.

© 2019 Global Journals

Parallèlement à cette vision, certains auteurs mentionnent que l'installation des firmes multinationales contribue à creuser davantage des inégalités car ces firmes emploient pour l'essentiel l'élite qui peut gagner jusqu'à dix fois le salaire moyen.

Selon Lahimer (2009), l'implantation des entreprises étrangères dans les secteurs stratégiques des pays en développement contribue le plus souvent à détruire les emplois non qualifiés au détriment des emplois qualifiés et des emplois hautement capitalistiques. Citant Tsai (1995), Camara (2003) ressort que la coalition entre l'Etat, les investisseurs étrangers et l'élite locale peut entraîner une entrave à la mise en œuvre des politiques distributives qui sont toujours plus favorables aux couches sociales les plus défavorisées. Allant dans le même sens, Bornschier (1983) précise que la coalition entre une classe minoritaire contre la majorité de la population contribue à marginaliser davantage cette dernière à travers le système de production mondial.

III. Cadre Méthodologique de L'étude

Une revue des approches empiriques concernant les effets d'IDE sur la qualité de la croissance économique et de la redistribution a permis de mettre en relief un certain nombre des facteurs à travers lesquels, l'IDE pourrait affecter cette dernière. Pour ce faire, plusieurs modèles ont été utilisés par les chercheurs. Dans cette rubrique, nous allons d'une part spécifier le modèle économétrique et d'autre part, nous allons faire la présentation des variables.

a) Spécification du modèle économétrique et méthode d'estimation du modèle

Avant de spécifier notre modèle économétrique, nous allons d'abord faire une recension des approches ayant permis d'étudier la nature des relations entre la mobilité des flux de capitaux étrangers et les variables socioéconomiques d'un pays d'accueil. Cette recension des modèles permettra d'élaguer d'une manière critique les approches qui ne seront pas utiles dans le cadre du présent article.

i. *Brève revue des approches empiriques*

Un survol de la littérature empirique sur les effets de la mobilité des capitaux étrangers sur une économie d'accueil a permis de ressortir qu'il y a une pléthore d'approches ayant facilité les explications des effets potentiels de ces flux. Suivant cette littérature, il se dégage deux types de mécanismes de transmission à savoir le canal direct d'une part et le canal indirect d'autre part.

Le canal direct cherche à décrire les effets des capitaux étrangers et donc des IDE sur le niveau de l'emploi et le transfert technologique. Ce canal est dans la plupart des cas abordé dans les cas des modèles ayant comme cadre méthodologique des approches linéaires (Gohou et Soumaré, 2012 et Ouattara, 2009). Le canal indirect par contre cherche à exhiber les mécanismes de transmission à travers lesquels un IDE pourrait affecter les variables socioéconomiques d'un pays donné. Les modèles récursifs de types VAR et les modèles structurels à équations simultanées paraissent principalement comme des approches les plus utilisées dans la littérature afin de capter les effets indirects des flux d'IDE sur une économie d'accueil (Lahimer, 2009). Selon Bourbonnais (2015), l'avantage lié à ces derniers modèles réside au fait qu'ils permettent simultanément d'apprécier les effets directs et aussi indirects d'une variable sur un ensemble d'autres variables à expliquer.

Toutefois, la littérature empirique fait mention de l'existence d'une certaine catégorie d'approche basée sur les modèles d'équilibre général calculable. D'après les travaux ayant utilisé ces modèles d'équilibre général calculable (Feubi et *al*., 2014 ; Mage, 2011 ; Piat, 2004 et Fofana et Cockburn, 2003), ces types de modèle permettent de proposer une analyse quantitative d'un problème de politique économique. Ainsi donc, l'analyse de ces modèles permet de spécifier d'une part, la politique de la demande et d'autre part, la politique de l'offre.

D'après Mage (2011), la force d'un modèle d'équilibre général calculable repose sur quelques facteurs et parmi lesquels son fondement théorique, sa capacité à mettre en évidence les mécanismes de transmission entre les différents phénomènes étudiés et son aptitude à arbitrer entre les politiques économiques et le bien-être des agents économiques. Selon Fofana et Cockburn (2003), en prenant en compte dans l'analyse les effets de la politique d'offre et celle des mécanismes de redistributions, ces modèles permettent d'expliquer et d'assurer les canaux essentiels de lutte contre la pauvreté.

Malgré les avantages accordés à ce modèle d'équilibre général, très peu d'études l'ont utilisé à notre connaissance pour déterminer les effets d'IDE sur économie à part l'étude effectuée par Pamen et *al*., (2014) pour dégager les effets des IDE sur l'accès à la terre et le marché foncier au Cameroun. Etant entendu dans la littérature que l'accès à la terre et le problème foncier paraissent quelques déterminants de la paupérisation.

Ainsi, autant il existe des approches méthodologiques permettant de capter les effets des IDE sur une économie d'accueil, autant ces approches connaissent quelques critiques inhérentes à leur modélisation. En effet, Selon Bourbonnais (2015), ce sont les critiques faites par Sims (1980)[3] à l'endroit des modèles structurels à équations simultanées qui ont laissé l'émergence des travaux sur la modélisation VAR. Cette étude, loin d'être boulimique quant au choix du modèle à estimer, va s'évertuer à utiliser un modèle

[3] Sims C. (1980),"Macroeconomics and Reality", Econometrica, 48, pp. 1-48, cité par Bourbonnais (2015).

© 2019 Global Journals

récursif de type VAR afin de dégager les effets des IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun à travers le canal de la fiscalité. C'est ainsi que la présentation de ce modèle VAR ainsi que sa méthode d'estimation ont le mérite d'être exhibées dans le prochain point.

ii. *Présentation d'un modèle VAR et méthode d'estimation*

Nous allons d'un côté établir les écritures algébriques générale et spécifique d'un modèle VAR de cette analyse et d'autre part précisé sa méthode d'estimation.

- Formes générale et spécifique d'un modèle VAR de l'étude

Selon Bourbonnais (2015) et Nafiou (2016), la modélisation classique a connu beaucoup des critiques. C'est ainsi la formulation d'un modèle de type VAR permet apporte une réponse statistique à l'ensemble de ces critiques. La spécificité de ce modèle réside au niveau de sa capacité à expliquer un phénomène par ses propres valeurs passées et les valeurs passées des autres variables. Généralement, la forme algébrique d'un modèle se présente de la façon suivante où i varie de 1 à 2 dans cette étude.

$$Y_{it} = \beta_i + \rho_i Y_{it-1} + \alpha_i X_{it} + \theta_i Z_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où Yi, Xi et Zi représentent respectivement un ensemble de vecteurs des variables expliquées et explicatives. La section suivante fera la présentation de ces variables. De ce fait, on aura au total quatre (04) équations à savoir Y1 ; Y2 ; Y3 et Y4. Ces grandeurs vont respectivement représentées les équations de l'investissement domestique en pourcentage du PIB (IDPIB), des dépenses publiques à caractère social en pourcentage du PIB (DPSPIB), de l'indice qualitatif de la croissance économique (IQC) et des flux d'IDE entrants au Cameroun.

L'équation de l'investissement domestique est inspirée de Lahimer (2009). Elle cherche à capter l'effet de l'IDE sur les investissements domestiques. En clair, elle s'évertue à dégager si la présence d'un IDE au Cameroun favorise la productivité et la compétitivité des entreprises locales (effet de stimulation ou effet de complémentarité), ou plutôt défavorise la performance de ces entreprises (effet d'éviction ou effet de substitution).

L'équation des dépenses publiques à caractère social par contre est inspirée du travail de Tamba (2017) et de Renouard et Lado (2013) et s'évertue à capter l'effet de l'IDE sur les dépenses publiques à caractère social, c'est-à-dire les effets des IDE sur la redistribution du revenu au Cameroun. Selon ces auteurs, deux familles des facteurs concourent à l'explication des dépenses publiques à savoir, les facteurs économiques et les facteurs non économiques. Les facteurs économiques font référence à l'accroissement du revenu national et à sa répartition et à l'inflation (Tamba, 2017) ainsi qu'à l'évolution du niveau des recettes fiscales (Renouard et Lado, 2013). Cependant, les facteurs non économiques font allusion aux facteurs administratifs, politique ainsi qu'aux facteurs environnementaux.

Et enfin, l'équation de l'indice qualitatif de la croissance cherche à capter l'effet de l'IDE sur l'indice qualitatif de la croissance (IQC). Elle est inspirée des travaux d'Hussein et *al*. (2018), de Mlachila et *al*. (2015) et de Lahimer (2009).

Au total, nous construisons dans cet article un modèle VAR composé de quatre (04) équations. La première équation cherche à expliquer l'effet d'éviction ou de stimulation de l'IDE sur les investissements domestiques (Agosin et Mayer, 2000 et Lahimer, 2009). La deuxième équation s'évertue à expliquer quant à elle l'équation des dépenses publiques (Tamba, 2017). La troisième équation explique les déterminants de la qualité de la croissance économique à travers l'indice qualitatif de la croissance (IQC). Selon Mlachila et *al*. (2015) et aussi Hussein et *al*. (2018), cet indice permet de capter le caractère inclusif et pro-pauvre de la croissance économique dans les pays en développement. Et la quatrième équation cherche à capter les effets des autres variables sur l'attraction des IDE au Cameroun. Chacune de ces équations prises d'une manière individuelle, feront ultérieurement l'objet d'une étude spécifique. Mais à présent, nous allons d'abord évoquer la méthode d'estimation d'un modèle VAR.

- Méthode d'estimation d'un modèle VAR de l'étude

Selon Bourbonnais (2015), l'utilisation d'un modèle récursif à plusieurs équations est tributaire d'un certain nombre de protocole relatif aux techniques et procédures d'estimations. Ces différentes techniques qui précèdent les estimations permettent de définir la méthode d'estimation à utiliser. Pour Nafiou (2016), l'estimation d'un modèle VAR nécessite au moins trois étapes très importantes à suivre et parmi lesquelles, la spécification de ce modèle, la détermination de l'ordre de d'intégration des variables et la détermination du nombre de retard optimal à considérer dans le modèle. Ainsi d'après une pléthore des travaux, l'estimation d'un modèle VAR spécifié peut se faire suivant deux méthodes à savoir la méthode MCO équations par équations et celle du maximum de vraisemblance.

b) Présentation des variables et signes attendus des paramètres

Le tableau 1 suivant récapitule l'ensemble de variables utilisées dans cet article afin de dégager les effets des capitaux étrangers sur la redistribution de revenu au Cameroun à travers le mécanisme de la concurrence fiscale.

© 2019 Global Journals

Tableau 1: Présentation des variables et signes attendus de leurs paramètres

Variables	Travaux ayant utilisé la variable	Sources de données de la variable	Signe attendu des paramètres
Flux d'IDE entrants en % du PIB (*IDE flxin PIB*)	Jude (2019); Eka (2019); et Lahimer (2009).	Base de données de la CNUCED	(+) sur toutes les variables endogènes
Stocks d'IDE en % du PIB (*IDE stock PIB*)	Lahimer (2009) et Ouattara (2009)	Base de données de la CNUCED	(+) sur toutes les variables endogènes
Investissement domestique en % du PIB (*IDPIB*)	Jude (2019)	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke)	(+) sur toutes les variables endogènes
Dépenses publiques à caractère social en % du PIB (*DPSPIB*)	Tamba (2017) et Mlachila et al. (2015).	Assemblée Nationale du Cameroun et l'INS-Cameroun	(+) sur *IDPIB* et *IQC*, mais (-) sur les *IDE*
Indice qualitatif de la croissance (*IQC*)	Hussein et al. (2018) et Mlachila et al. (2015).	Calculé à partir de données de Perspectives Monde	(+) sur toutes les variables endogènes
Taux de scolarisation au secondaire (*TSCOL*)	Ouattara (2009); Lahimer (2009); Esso (2005).	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(+) sur toutes les variables endogènes
Epargne brute en % du PIB (*EPARGPIB*)	Mainguy (2004)	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(+) sur toutes les variables endogènes
Taux d'inflation (*TxINFL*)	Lahimer (2009)	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(-) sur toutes les variables endogènes
Logarithme du PIB (*LPIB*)	Mlachila et al. (2015) et Ouattara (2009).	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(+) sur toutes les variables endogènes
% de la population urbaine (*POPURB*)	Magombeyi et Odhiambo (2018)	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(+) sur les *IDE* et l'*IQC*, mais (-) sur les *DPS* et *ID*
Taux d'accroissement de la population (TCPOP)	Magombeyi et Odhiambo (2018)	Perspectives Monde (Université de Sherbrooke	(+) sur les *DPS*, mais (-) sur l'*IQC* et les *ID*
Recettes fiscales en % du PIB (*RFiscPIB*)	Figazzolo et Harris (2011); Pfister (2009) et Raspiller (2007)	Assemblée Nationale du Cameroun et l'INS-Cameroun	(+) sur les *DPS*, les *ID* et l'*IQC*, mais (-) sur les *IDE*

Source : auteurs de l'étude à partir de la littérature.

Notes explicatives du tableau: les variables *IDE*; *ID*; *IQC* et *DPS* de la dernière colonne du tableau qui est consacrée aux signes des paramètres représentent respectivement les flux et stocks d'IDE (IDE); les investissements domestiques au Cameroun (ID); l'Indice qualitatif de la croissance calculé dans l'étude (IQC) et les dépenses publiques à caractère social.

Afin de ressortir empiriquement les effets des IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun, nous avons compilé l'ensemble de ces données dans le logiciel Excel et puis les avons exportées dans le logiciel STATA 12. Cet outil d'analyse de données nous permis d'une part d'effectuer des tests préliminaires inhérents à l'étude des séries temporelles tels les tests de causalité et de stationnarité, et d'autre de réaliser l'estimation du modèle VAR retenu de l'étude. La section suivante aura le mérite de présenter les différents résultats obtenus.

IV. Résultats et Discussions Economiques

Dans la présente section, nous allons nous évertuer à exhiber les différents résultats issus des estimations économétriques avant de procéder aux discussions économiques de ces derniers.

a) Présentation et analyse des résultats économétriques

Nous allons d'une part ressortir les résultats du test de stationnarité des variables et ceux indiquant le nombre du retard optimal à considérer dans le modèle, et d'autre part, les résultats des estimations économétriques du modèle VAR de l'analyse.

i. *Résultats du test de stationnarité et détermination du retard optimal*

Avant de présenter le nombre du retard optimal à intégrer dans le modèle, nous allons d'abord exhiber les différents résultats issus du test de stationnarité de PP.

- Résultats du test de stationnarité

La littérature économétrique (Bourbonnais, 2015 et Nafiou, 2009) a permis de distinguer jusqu'à deux types de test permettant de mener l'étude de la stationnarité des variables de séries temporelles. Il s'agit du test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de celui de Phillips-Perron (PP). Dans le cadre de cet article, nous avons utilisé le dernier test et ce, à cause de sa dominance par rapport au test ADF (Bourbonnais, 2015). Le tableau 2 suivant fait la recension des différents résultats de stationnarité issus du test PP.

© 2019 Global Journals

Tableau 2: Résultats des tests de racine unitaire de Phillips-Perron (PP)

TEST DE PHILIPS-PERRON (PP au seuil 5%)					
Variables	En niveau		En différence première		Ordre d'intégration
	Valeurs des statistiques	Valeurs critiques	Valeurs des statistiques	Valeurs critiques	
IDPIB	-1,337021	-2,945842	-5,657575	-2,948404	*I (1)*
DPSPIB	-6,646179	-2,945842	-	-	*I (0)*
IQC	1,544684	-2,945842	-3,029105	-2,948404	*I (1)*
LPIBH	-1,532898	-2,945842	-3,371468	-2,948404	*I (1)*
LPIB	-0,952893	-2,945842	-5,210453	-2,948404	*I (1)*
TSCOL	2,132351	-2,945842	-5,027147	-2,948404	*I (1)*
IDEstockPIB	-0,127219	-2,945842	-5,540310	-2,948404	*I (1)*
IDEflxinPIB	-5,386160	-2,945842	-	-	*I (0)*
EPARGPIB	-1,842415	-2.945842	-5,423313	-2,948404	*I (1)*
TxINFL	-4,593594	-2,945842	-	-	*I (0)*
POPURB	-3,257709	-2,945842	-	-	*I (0)*
RFiscPIB	-2,074738	-2,945842	-4,930270	-2,948404	*I (1)*
TCPOP	-1,121233	-2,945842	-1,711700	-2,948404	*I (2)*

Source: Auteurs de l'étude à partir du logiciel STATA 12.

A l'issue de ces résultats, nous constatons que la plupart des variables sont intégrées en différence première. Cependant, les variables telles les dépenses publiques à caractère social en pourcentage du PIB (DPSPIB), les flux des investissements étrangers (IDEflxinPIB), l'inflation (TxINFL) et la part de la population urbaine dans la population totale (POPURB) sont intégrées à niveau. Par contre, la variable captant le taux d'accroissement de la population est intégrée en différence deuxième. Globalement, nous constatons que les variables de ce modèle sont d'ordre d'intégration différent. Et comme le précisent Bourbonnais (2015) et Nafiou (2009), si dans un modèle VAR, les variables n'ont pas le même niveau d'intégration, alors il faut d'abord avant toute estimation déterminer le nombre optimal de retard à considérer. Le prochain point aura le mérite de ressortir le nombre optimal du décalage à considérer.

- Détermination du retard optimal

Les résultats fournis par STATA 12 indiquent que le retard optimal à intégrer est de deux décalages (voir tableau 3 suivant).

Tableau 3: Détermination du nombre du retard optimal

```
Selection-order criteria
Sample:  1983 - 2016                              Number of obs      =        34
```

lag	LL	LR	df	p	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0	350.189				1.2e-13	-18.4817	-17.9306	-16.8656*
1	365.747	31.116	16	0.013	1.3e-13	-18.4557	-17.6596	-16.1213
2	390.634	49.773*	16	0.000	1.0e-13*	-18.9784*	-17.9374*	-15.9257

```
Endogenous:  D.IDPIB D.DPSPIB D.IQC IDEflxinPIB
 Exogenous:  D.IDEstockPIB D.TSCOL D.EPARGPIB TxINFL D.LPIB POPURB D2.TCPOP
             D.RFiscPIB  _cons
```

Source: Calculs des auteurs à partir de STATA 12.

Suite à quoi, nous avons enfin estimé notre modèle VAR à deux retards. Les résultats issus de ces estimations sont consignés dans le tableau 4 qui vient.

ii. *Résultats issus des estimations d'un modèle VAR à deux retards*

Le tableau 4 ci-dessous ressort les différents résultats issus de l'estimation d'un modèle VAR à deux décalages de cette étude.

© 2019 Global Journals

Tableau 4: Récapitulatifs des résultats des estimations des effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun par le biais du canal fiscal et à l'aide d'un modèle VAR

Variables explicatives	(1) Chi2 = 40.7532 p>chi2 = 0,0006 R^2 = 0,5452	(2) Chi2 = 75.5055 p>chi2 = 0,0000 R^2 = 0,6895	(3) Chi2 = 641.3362 p>chi2 = 0,0000 R^2 = 0,9497
	IDPIB	*DPSPIB*	*IQC*
	Coefficients (t-student)	Coefficients (t-student)	Coefficients (t-student)
Constante	-0,0450 (-1,36)	0,2270** (2,52)	-0,0716*** (-3,53)
D.IDPIB (-1)	0,0997 (0,56)	0,3646 (0,76)	-0,2603** (-2,40)
D.IDPIB (-2)	-0,2747* (-1,66)	-0,6862 (-1,53)	0,1019 (1,01)
DPSPIB (-1)	0,1126** (2,09)	-0,8777*** (-5,98)	0,1681*** (5,10)
DPSPIB (-2)	0,2107** (2,52)	-1,1062*** (-4,87)	0,1915*** (3,74)
D.IQC (-1)	-0,1196 (-1,18)	0,0816 (0,30)	0,1914*** (3,08)
D.IQC (-2)	0,1113 (0,90)	0,4428 (1,32)	0,0565 (0,75)
IDEflxinPIB (-1)	*0,3957* *(1,57)*	*-1,2337** *(-1,80)*	*-0,3318*** *(-2,15)*
IDEflxinPIB (-2)	*0,0217* *(0,10)*	*-1,2425*** *(-2,12)*	*0,3966**** *(3,00)*
IDEstockPIB	*-0,0144* *(-0,08)*	*0,6586* *(1,34)*	*0,0812* *(0,73)*
D.TSCOL	0,0025* (1,91)	0,0017 (0,49)	0,0107*** (12,93)
D.EPARGPIB	0,0047*** (3,16)	0,0096** (2,36)	0,0056*** (6,17)
TxINFL	0,0018** (2,22)	-0,0075*** (-3,26)	0,0019*** (3,78)
D.LPIB	0,0403 (0,41)	0,7772*** (2,94)	0,4667*** (7,85)
POPURB	0,0007 (1,00)	-0,0042** (-2,17)	0,0013*** (3,12)
D.D.TCPOP	0,3109 (1,25)	0,8208 (1,22)	-0,5759*** (-3,80)
D.RFiscPIB	-0,0007 (-1,54)	-0,00003 (-0,05)	-0,0001 (-0,42)

Source: auteur de cette étude.

Note: (***), (**) et (*) représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

L'ensemble des précédents résultats nous ont permis de mener quelques discussions économiques inhérentes au rôle des IDE sur la redistribution du revenu à l'aide du biais du canal fiscal. La section suivante va se coltiner de ressortir ces discussions.

b) Interprétations et discussions économiques des résultats

Tel qu'il a été mentionné plus haut, les effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu dans cette étude vont transiter par leurs effets sur la fiscalité. Toutefois, dans cet article, nous avons pris en compte trois types de variables indicatrices de la redistribution à savoir, l'indice qualitatif de la croissance, les dépenses publiques sociales et les investissements locaux. L'effet des IDE sur chacune de ces variables permet d'indiquer par ricochet leurs effets sur la qualité de l'éducation, de la santé et sur la nature des relations qui pourraient exister entre les firmes étrangères et celles locales. Va-t-il s'agir d'un effet d'éviction ou de stimulation.

Concernant tout d'abord, en ce qui concerne les investissements domestiques, nous constatons que ces flux d'IDE les affectent positivement pendant que les stocks de ces flux les affectent négativement. Les effets positifs peuvent être expliqués dans la littérature économique comme des effets de stimulations des IDE

© 2019 Global Journals

sur l'économie locale (Jude, 2019 et Lahimer, 2009). A ce niveau, nos résultats embrassent les prédictions théoriques de l'école de la modernisation défendue par les économistes orthodoxes. En effet, pour ces derniers, l'insuffisance de l'épargne, l'écart technologique et la faible compétitivité des entreprises des pays en voie de développement seraient en grande partie dus au manque d'innovation et des investissements en recherche et développement (Ajayi, 2006).

Parlant des innovations, Aghion et Antonin (2017) soutiennent que les IDE peuvent constituer un grand bloc permettant aux pays pauvres de bénéficier des mécanismes de destruction créatrice de Schumpeter. Nos résultats corroborent ceux dégagés par certains auteurs à l'instar de Wamba et al. (2017) et Pougue et Bernasconi (2013) ; et nuancent d'autres résultats comme ceux de Jude (2019) et Kasule et al. (2015).

En effet, portant leurs études sur la performance des entreprises étrangères au Cameroun, Wamba et al. (2017) ont trouvé que les investissements directs étrangers, mesurés par la présence du capital étranger dans le capital local, contribue positivement à la performance de ces entreprises à capitaux étrangers. Parallèlement, Pougue et Bernasconi (2013) ont aussi trouvé que la présence du capital étranger dans le climat d'affaire camerounais a été bénéfique pour un bon nombre d'entreprises nationales. Par contre, Jude (2019) et Kasule et al. (2015) ont trouvé que les IDE affectent rarement les économies les entreprises des pays en voie de développement car ils sont dans la plupart des cas orientés vers les activités extractives.

D'après la littérature économique, l'effet positif des IDE sur les investissements locaux d'un pays d'accueil peuvent par ricochet affecter les conditions de vie des ménages. Mankiw et Taylor (2013) et Keho (2008) ont précisé que l'amélioration des conditions de vie des populations est intiment liée à la prospérité des activités économiques dans ce pays. Ces conclusions nous font présager que les IDE peuvent booster les secteurs sociaux au Cameroun et par conséquent affecter favorablement la qualité de vie dans ce pays. Mais avant de conclure, nous allons une fois de plus apprécier la nature des effets des IDE sur les dépenses publiques à caractère social au Cameroun.

Ensuite, concernant les dépenses publiques, il est mentionné dans la littérature qu'il n'est pas aisé d'observer à première vue la nature de l'effet d'IDE sur l'évolution de ces dépenses et surtout sur celles à caractère social. Cependant, après avoir parcouru les travaux traitant des mécanismes de la concurrence fiscale pour attirer les IDE, cette étude s'est effectivement rendue compte que les dépenses publiques peuvent être affectées par la mobilité des flux de capitaux. Dans cette rubrique, nous cherchons à comparer nos résultats à la lumière de ceux défendus par certains auteurs à l'instar de Figazzolo et Harris (2011), Dahlby (2008), Raess (2007) et Raspiller (2005). Selon ces auteurs, au fur et mesure que les Etats vont afficher un comportement séducteur pour attirer les entreprises étrangères, alors cela peut davantage affecter leur capacité à mobiliser les recettes tirées des impositions de ces firmes. Et pourtant, d'après Pfister (2005), les pays en voie de développement ceux de la CEMAC, financent leurs investissements publics à base de recettes fiscales tirées de l'activité des entreprises locales ou étrangères.

Compte tenu de nos estimations, notre étude dégage un effet négatif des flux, mais un effet positif de stocks d'IDE sur les dépenses publiques à caractère social. Cela traduit au fur et à mesure que les évolutions des flux d'IDE sont croissantes au Cameroun, les dépenses publiques baissent relativement d'une manière moins que proportionnelle. Cependant, notre étude dégage un effet positif mais non significatif des stocks d'IDE sur les dépenses publiques. Ces résultats ne s'écartent pas de ceux qu'on vient juste de citer au paragraphe précédent. Nos résultats corroborent aussi la théorie de Wagner et celle de Peacock et Wiseman développées par Tamba (2017) et selon lesquelles, les dépenses publiques orientées vers le volet social sont de nature croissante dans les économies en voie de développement si ces dépenses ne sont pas affectées par d'autres perturbations d'ordre économique ou sécuritaire. Dans cette étude, l'attraction des IDE et la lutte contre les fraudes fiscales et l'exode des capitaux peuvent bien évidemment constituer des perturbations auxquelles font face la mobilisation des recettes publiques au Cameroun.

A la lumière de ce qui précède, deux types de présomptions peuvent s'afficher :le premier est relatif aux effets positifs des IDE sur les investissements domestiques et le type fait allusion aux effets mitigés des IDE sur les dépenses publiques à caractère social et qui sont de nature à réduire la pauvreté. Une question peut donc se dégager à ce niveau qui est celle de savoir l'effet réel des IDE sur la qualité de la croissance économique au Cameroun.

Enfin, s'agissant des effets d'IDE sur la qualité de la croissance économique, il se dégage dans cet article que les flux et les stocks d'IDE l'affectent différemment. S'agissant des flux d'IDE, les résultats ressortent qu'ils influencent négativement l'indice qualitatif de la croissance au Cameroun. Ce résultat négatif pourrait avoir une explication. En effet, d'après ce que nous venons de présenter précédemment, il s'était dégagé que les IDE affectent négativement les dépenses publiques à travers les mécanismes de la concurrence fiscale entre les Etats pour attirer ces flux. Or dans notre indice qualitatif de la croissance économique, trois dimensions avaient retenu notre attention à savoir, l'éducation, la santé et les dépendes de consommations finales des ménages. Les deux premières dimensions représentent par excellence des

© 2019 Global Journals

dimensions qui nécessitent davantage le financement par les dépenses publiques. Cependant, nous avions trouvé précédemment que les flux d'IDE affectent négativement ces dépenses publiques au Cameroun. D'où l'effet négatif des flux d'IDE sur la qualité de la croissance économique au Cameroun.

Par contre, nos résultats révèlent que les stocks d'IDE affectent favorablement et de façon très significative la qualité de la croissance économique au Cameroun. Ce résultat corrobore celui trouvé par Mlachila et al. (2015). Ce résultat peut s'expliquer à travers l'impact positif des IDE sur les investissements domestiques et qui à leur tour affecte favorablement les dépenses de consommation finales des ménages. Et ces dernières constituent l'une des trois dimensions de l'indice de la qualité de la croissance au Cameroun.

V. Conclusion

Dans cet article, il est question de dégager les effets d'IDE sur la redistribution du revenu au Cameroun. Pour ce faire, nous avons suivi une logique ayant permis de convoquer un dytique de controverses théoriques et empiriques. Ensuite, l'ensemble de ces controverses ont constitué un cadre analytique de base dans lequel ce corpus a été développé. Au confluent de ces logiques analytique et contextuel, un cadre méthodologique a été développé qui est celui de appel à un usage des modèles économétriques de type VAR.

Toutefois, au regard de ce qui précède, nous constatons qu'autant le poids de la littérature justifiant la nature des effets d'IDE sur la qualité de la croissance et de la redistribution est maigre et mitigée, autant nos résultats concernant ces effets au Cameroun sont aussi mitigés. Mais toutefois, ces résultats semblent nous montrer que les effets de long terme des IDE sont plus prégnants que ses effets de court sur la qualité de la croissance économique. A ce niveau, deux conclusions majeures peuvent être retenues. La première conclusion est relative à la prégnance des effets de long terme qui peuvent être interprétés comme les transferts de la technologie (Jacques, 2006) et la seconde conclusion peut être vue du côté de réinvestissement des bénéfices par les firmes étrangères au Cameroun. Ainsi, bien que les effets d'IDE soient mitigés au Cameroun, il se dégage que les effets de long terme l'emporte sur les effets de court terme. Par conséquent, le gouvernement camerounais se doit d'assainir son climat d'affaire pour attirer les firmes étrangères et est tenu de réviser sa politique fiscale afin d'éviter la double imposition qui est un frein à la mobilité des capitaux étrangers.

Références Bibliographiques

1. Abessolo Y. A. (2005), « Ouverture commerciale : condition de la contribution effective du capital humain à la croissance économique des pays en développement », DT/109, *Centre d'économie du développement,* Université Montesquieu-Bordeaux IV.
2. Acemoglu D. et Robinson J., (2012), « *La faillite des nations: les origines de la puissance, de la gloire et de la prospérité* », Edition Nouveaux Horizons, New York, 2012.
3. Aghion, P., & Antonin, C. (2017). Progrès technique et croissance depuis la crise. *Revue de l'OFCE*, (4), 63-78.
4. Ajayi I. S. (2006), « L'IDE et le développement économique en Afrique », *Congrès international ADB/AERC sur l'accélération et le développement de l'Afrique*, Tunis, novembre 2006.
5. Ajayi, I. (2006). L'Investissement direct étranger et le développement économique en Afrique. *Département d'économie, Université d'Ibadan, Nigéria*.
6. Akhabbar, A. (2014). circulation du capital et explication du changement économique chez marschak, frisch et leontief. *Cahiers d'économie politique/Papers in Political Economy*, (2), 119-157.
7. Alaya M. (2006), « Investissement direct étranger et croissance économique: une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la méditerranée », *C.E.D*, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
8. Alaya M., Nicet-Chenaf D. et Rougier E. (2009), « À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens », *Mondes endéveloppement* 2009/4 (n° 148), p. 119-138.
9. Amin S. (2002a), « *Au-delà du capitalisme sénile: pour un XXIe siècle non-américain* », Presses Universitaires de France.
10. Amin S. (2002b), « *Mondialisation des résistances: l'état des luttes 2002* », Editions Le Harmattan.
11. Amin S. (2006), "*A life looking forward: memoirs of an independent Marxist*", Zed Books.
12. Boissinot J. et Waysand C. (2012), « Le financement des investissements de long terme : quel rôle pour les pouvoirs publics ? », *Revue d'économie financière* 2012/4 (N°108), p. 133-150.
13. Bourbonais R., (2015), « *Econométrie : Cours et exercices corrigés* », 9ème édition DUNOD.
14. Bourguignon F. et Verdier T. (2001), « Ouverture et développement. Considérations d'économie politique », *Revue économique* 2001/3 (Vol. 52), p. 495-506.
15. Camara, M. (2003). Des liens entre IDE et inégalités internes dans les pays en développement: une revue critique de la littérature. *Document de travail du CEPN*, (2003-1).
16. Campbell B. (2017), « Que cache la focalisation sur les flux de financement externes? », *Mondes en développement* 2017/2 (n° 178), p. 77-92.

© 2019 Global Journals

17. CEA (2017), « Rapport économique sur l'Afrique : l'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de l'Afrique, Nations Unies, 2017.
18. CNUCED (2018), « L'investissement et les nouvelles politiques industrielles », Rapport sur l'investissement dans le monde.
19. Dahlby B. G. (2008), « *Imposition de l'investissement direct de l'étranger: principes économiques et considérations relatives à la politique de l'impôt* », Groupe consultatif sur le régime canadien de fiscalité internationale.
20. De Abreu E. (2016), "Examining the influence of foreign direct investment on economic growth in South Africa" *Gordon institute of business sciences*, University of Pretoria.73p.
21. De Gregorio J. (1992), "Economic growth in latin America", *Journal of development economics*, *39*(1), 59-84.
22. Dor, E. (2009), « *Econométrie* », Collection Synthex.
23. Easterly W. (2010), « *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?* », Edition Nouveaux Horizons, Paris 2010.
24. Echaudemaison C.-D. (2008), « Dictionnaire d'économie et des sciences sociales », 8ème édition, Nathan.
25. Eka F. K. A., (2018), « *Localisation des firmes chinoises et attractivité des pays d'Afrique centrale »,* CATT-UPPA-Université de Pau et des Pays de l'Adour, Thèse.
26. Eka F. K. A., (2019), « *Localisation des firmes chinoises et attractivité des pays d'Afrique centrale* », Document de travail, (No. 2018-2019_7).
27. Esso L. J. (2005), « Investissements directs étrangers: déterminants et influence sur la croissance
28. Figazzolo L. et Harris, B. (2011), "Global Corporate Taxation and Resources for Quality Public Services". *Education International Research Institute, December*.
29. Gohou, G., et Soumaré, I. (2012), "Does foreign direct investment reduce poverty in Africa and are there regional differences?" *World Development*, *40*(1), 75-95.
30. Hussein K., Mukungu A. et Awel Y. (2018), « Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique », *Division des politiques macroéconomiques de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies*, Addis-Abeba, 2018.
31. Jude C. (2019), "Does FDI crowd out domestic investment in transition countries?", *Economics of Transition and Institutional Change*, *27*(1), 163-200.
32. Kasule A. T., Ghani, G. M., Mohamad, N., and Derus, A. M. (2015), « Does inward FDI crowd-out domestic investment? Evidence from Uganda». *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, *172*, 419-426.
33. Keho, Y. (2008). *Dépenses publiques et croissance économique en Côte d'Ivoire: une approche en terme de causalité*. Cellule d'analyse de politiques économiques du CIRES.
34. Kessler, M. (2007), « Des deux types de concurrence fiscale pour attirer les firmes ». *Regards croisés sur l'économie*, (1), 236-237.
35. Lachaud J. P. (2006a), « La mesure de la croissance pro-pauvres en Afrique : Espace de l'utilité ou des capacités? », Analyse comparative appliquée au Burkina Faso », *Centre d'Economie du Développement, Document de Travail*.
36. Lachaud J. P. (2006b), « Urbanisation, pauvreté et capacités: nouveaux défis des stratégies de développement ? », *Revue d'Economie Régionale Urbaine*, (3), 455-488.
37. Madiès T., Paty S. et Rocaboy, Y. (2005), « Externalités fiscales horizontales et verticales », *Revue d'économie politique*, *115*(1), 17-63.
38. Mage-Bertomeu, S. (2006), « Les modèles d'équilibre général appliqués à la politique commerciale: développements récents », *Revue d'économie politique*, *116*(3), 357-381.
39. Magombeyi M. T. et Odhiambo N. M. (2018), « Dynamic impact of FDI inflows on poverty reduction: empirical evidence from South Africa », *Sustainable Cities and Society*, n° 39-2018, pp. 519-526.
40. Mainguy C. (2004), « Impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement », *Revue Région et Développement*, n° 20-2004.
41. Mankiw G. N. et Taylor M. P. (2013), « *Principes de l'économie* », Paris, Nouveaux Horizons, De Boeck supérieur.
42. Manso-Preto Q. J. M. (1982), « *L'impact de l'investissement privé direct sur le développement mexicain* », Thèse, Université d'Ottawa, 1982.
43. Mlachila, M., Tapsoba, R., & Tapsoba, S. (2015), "A quest for quality", *Finance & Development*, 15.
44. Mughal M. et Vechiu N. (2015), « Investissements directs étrangers et éducation dans les pays en voie de développement », *Revue économique* 2015/2 (Vol. 66), p. 369-400.
45. Nafiou M. M. (2016), « Aide publique au développement, niveau d'études et croissance économique au Niger », *Revue économique et monétaire*, N°19, juin 2016.
46. Ouattara W. (2009), « Analyse de la contribution des IDE à la croissance pro-pauvre en Côte d'Ivoire », *BUPED, Politique Economique et Développement N°01/2009 de la CAPEC*.
47. Pamen, F., Patrick, E., Besso, C. R., Biloa Essimi, J. A., & Ze, A. (2014). *Effets des investissements directs etrangers sur l'accesa la terre, le marche foncier et le commerce intra-regional au Cameroun* (No. 138-2016-1996).

© 2019 Global Journals

48. Peixoto A. C. (1977), « La théorie de la dépendance: bilan critique », *Revue française de science politique*, 601-629.
49. Perkins D., Radelet S. et Lindauer D., (2008), « *Economie du développement* », Edition Nouveaux Horizons, De Boeck, Paris 2008.
50. Pfister, M. (2009), « *Une fiscalité orientée vers l'investissement et le développement: aperçu de quelques enjeux de politique fiscale en Afrique* », Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique.
51. Piketty T. (2011), "On the long-run evolution of inheritance: France 1820–2050". *The quarterly journal of economics*, *126*(3), 1071-1131.
52. Piketty T. (2015), "About capital in the twenty-first century", *American Economic Review*, *105*(5), 48-53.
53. Piketty T., et Saez, E. (2013), « A theory of optimal inheritance taxation », *Econometrica*, *81*(5), 1851-1886.
54. Pougue Y.-A. et Bernasconi M. (2013), « Capital-investissement et financement des PME au Cameroun: enjeux et perspectives », *La Revue des Sciences de Gestion* 2013/1 (N° 259-260), p. 69-75.
55. Raess P. (2007), « Fiscalité et gouvernance : rôle et impact de la coopération internationale au développement », *Annuaire suisse de politique de développement,* Vol. 26, n°2 2007.
56. Raffinot M. (2016), « Orthodoxie et hétérodoxie en économie du développement », *L'Économie politique* 2016/4 (N° 72), p. 90-101.
57. Raffinot M. (2010), « L'appropriation (ownership) des politiques de développement : de la théorie à la pratique » *Mondes en développement* 2010/1 (n° 149), p. 87-104.
58. Raspiller S. (2006). Une analyse économique de la concurrence fiscale. In: R*evue française d'économie*, volume 20, n°3, 2006. pp. 53-85.
59. Raspiller, S. (2005). La concurrence fiscale: principaux enseignements de l'analyse économique. *Document de travail de la Direction des Études et Synthèses Économiques*.
60. Regnault H. (2013), « Les pays en développement face aux investissements directs étrangers : de la substitution aux importations à l'intégration profonde », *Techniques Financières et Développement* 2013/1 (n° 110), p. 5-14.
61. Renouard C. et Lado H. (2013), « Les multinationales et l'impasse du développement par la
62. Rigouzzo L. (2014), « Les fonds d'investissement: une source essentielle de capitaux à long terme pour les entreprises africaines », *Revue d'économie financière* 2014/4 (N° 116), p. 213-228.
63. Tamba I., (2017), « *Comprendre et pratiquer l'économie des politiques publiques* », Presses Universitaires d'Afrique.
64. Tong C. M. N. (2016), « L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun », *Revue Interventions économiques,* 56-2016.
65. Wamba L. D., Ndjanyou L. et Nga K. S. R. (2017), « Investissements directs étrangers dans le capital des grandes entreprises au Cameroun: quel effet sur leur performance? », *Marché et organisations* 2017/1 (n° 28), p. 81-104.
66. Zea C. C. et Lécuyer L. (2018), « Fabrique Sud-Sud de référentiels internationaux de développement. Le Programme d'acquisition d'aliments Afrique brésilien et la stratégie mexicaine Mésoamérique sans faim », *Revue internationaledes études du développement* 2018/2 (N° 234), p. 99-122.

© 2019 Global Journals